

PRISE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-9  
DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

**Objet : ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE RELATIF AUX VERIFICATIONS ET ENTRETIENS  
DES EQUIPEMENTS ET DES MATERIELS DE LUTTE ET DE PROTECTION CONTRE LES  
INCENDIES DANS LES BATIMENTS INTERCOMMUNAUX**

Le Président de la Communauté de communes,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5211-9,

Vu le Code de la Commande Publique,

Vu la délibération du Conseil communautaire du 11 avril 2024, relative aux délégations consenties en application des dispositions de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, autorisant le Président à prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés, des accords-cadres et des groupements de commande, en matière de marchés de travaux, de fournitures, de prestations de services et de prestations intellectuelles d'un montant inférieur à 221 000 € ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

Considérant la consultation lancée sur le profil acheteur « marchés sécurisés » le 14 janvier 2025 avec une remise des offres au 7 février 2025,

Considérant le montant minimum à 12 000.00 € HT et le montant maximum à 35 000.00 € HT pour la durée globale de l'accord-cadre conclu à compter de sa notification et pour une durée de 4 ans.

Considérant le rapport d'analyse des offres et les critères d'attribution du marché, soit 40% pour la valeur technique et 60% pour le prix,

Considérant l'offre de l'entreprise SIMIE VENDEE de Aubigny les Clouzeaux pour un montant estimatif de 24 589.49 € HT comme étant l'offre économiquement la plus avantageuse,

**DECIDE**

**Article 1 :** d'attribuer l'accord-cadre relatif aux vérifications et entretiens des équipements et des matériels de lutte et de protection contre les incendies dans les bâtiments intercommunaux à l'entreprise SIMIE VENDEE de Aubigny les Clouzeaux pour un montant estimatif de 24 589.49 € HT pour la durée totale de l'accord-cadre.

**Article 2 :** d'imputer la dépense sur les crédits du budget principal.

**Article 3 :** le Directeur Général des Services et le Trésorier sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision.

**Article 4 :** la présente décision sera transmise à Monsieur le Préfet de la Vendée au titre du contrôle de légalité.

**Article 5 :** la présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité et/ou de sa notification et de sa publication.

**Article 6 :** conformément à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du Conseil communautaire.

Ampliation en sera :

- Adressée à Monsieur le Trésorier
- Affichée conformément à la réglementation en vigueur
- Insérée au recueil des actes administratifs
- Notifiée aux personnes concernées



Fait à Saint-Fulgent, le 19 février 2025

Le Président  
Jacky DALLEY

La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes - 6 allée de l'Île Gloriette 44041 NANTES CEDEX - dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.